

Le 12 octobre,

toutes et tous en grève et dans les manifestations

pour l'abandon de ce projet gouvernemental et pour gagner !

Samedi 2 octobre, c'est une nouvelle fois près de 3 millions de manifestants qui sont descendus dans la rue pour crier leur opposition au projet de réforme des retraites.

Plus de 230 manifestations ont été recensées dans tout le pays, dans les grandes, comme dans les petites villes. Cette multiplication des rassemblements démontre à l'évidence une conviction et une détermination ancrées mais la succession des grèves et des manifestations n'a pas encore suffi pour que le gouvernement abandonne les dispositions maintenant débattues au sénat et démontre la nécessité de hausser le ton pour être entendu.

La réforme des retraites est profondément injuste et inacceptable, en particulier avec l'allongement réel de la durée des cotisations et la remise en cause de l'âge légal de départ à 60 ans.

Cette réforme brutale entraînerait un recul social sans précédent. Elle n'apporte aucune réponse sur le plan de la pénibilité, les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent, pire elles seraient aggravées.

La question des retraites c'est aussi la question d'une autre répartition des richesses :

Chaque emploi créé, chaque augmentation des salaires produit une augmentation des rentrées des cotisations.

A France Télécom, nous sommes des milliers à participer aux grèves et aux manifestations massives et unitaires, sans faiblir depuis des mois, plus de 40% étaient en grève le 23 septembre.

Outres les revendications qui précèdent, les salarié-es du Groupe France Télécom continuent de réclamer un changement plus marqué et réclament un passage du discours aux actes, et des mesures pour changer véritablement et durablement la vie des salariés notamment des emplois.

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC-UNSA, CFTC, CGT, FO, SUD du groupe France Télécom Orange appellent tous les salariés, à participer à la grève et aux manifestations du mardi 12 octobre, et à discuter dès maintenant dans tous les services pour décider comment poursuivre la mobilisation et donner des suites au 12.